

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS

COMMUNE DE GROFFLIERS

Tableau de synthèse des avis des PPA

Ce tableau ne reprend que les remarques nécessitant une réponse de la collectivité

L'avis de la commune de Groffliers est pleinement favorable au projet.

L'avis de la Chambre de Commerce et de l'Industrie est pleinement favorable au projet.

L'avis des autres personnes publiques associées, rendu dans le cadre de l'examen conjoint du dossier, est retranscrit dans le compte rendu de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 11/09/2024. Ce compte rendu est annexé au présent tableau de synthèse.

Les observations sont les suivantes :

Observations	Remarques	Réponses
Autorité Environnementale	<p><i>L'autorité environnementale recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>de compléter l'évaluation environnementale par une description des caractéristiques du projet objet de la déclaration du projet valant mise en compatibilité ainsi que par des représentations visuelles et des photomontages permettant d'apprécier l'intégration du projet dans son environnement ;</i><i>de prévoir un chapitre dédié aux raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables (de localisation, d'organisation et d'aménagement de l'espace au sol, ...), au titre des dispositions prévues par l'article R.151-3-4° du code de l'urbanisme.</i>	<p>Avis favorable avec recommandation</p> <p>Le projet est décrit dans la notice explicative. Aucun photomontage ne sera réalisé étant donné que l'architecture du projet n'est pas encore définie. En outre, le photomontage n'est pas une obligation en phase pré-opérationnelle.</p> <p>Le choix de localisation (extension d'un bâtiment existant) est justifié dans la notice explicative. L'intérêt du projet et de sa localisation réside en sa nécessité d'être monosite, les travaux d'extension ne formeront qu'un seul bâtiment avec l'existant. En outre, le terrain d'implantation de l'actuelle MSP est occupé au maximum de ses capacités, n'offrant aucune marge de manœuvre pour l'évolution de</p>

		<p>l'équipement.</p> <p>En tant que projet d'extension de la MSP, la localisation est donc forcément contiguë au site d'implantation de l'équipement existant. Aucun scénario alternatif d'implantation n'a lieu d'être.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande d'actualiser le résumé non technique suite aux compléments à apporter à l'évaluation environnementale et de le compléter par une présentation synthétique de l'examen de la compatibilité du plan avec les documents supra-communaux.</i></p>	<p>Le résumé non technique sera complété à la suite des modifications portées à l'évaluation environnementale.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• de reprendre l'analyse de la compatibilité du PLUi avec le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 et avec le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) 2022-2027 du bassin Artois-Picardie de manière démonstrative et avec des engagements précis sur le projet d'extension quant aux mesures prévues pour prendre en compte les objectifs de ces documents de planification ;</i> <i>• d'examiner la prise en compte de la charte du Parc naturel marin «Estuaires picards et de la mer d'Opale ».</i> 	<p>Les analyses de la compatibilité avec le SDAGE et le PGRI sont réalisées aux pages 130 et 146 de l'évaluation environnementale. Elles ne peuvent être plus démonstratives dès lors que le projet n'est pas plus détaillé pour le moment.</p> <p>La prise en compte de la charte du Parc naturel marin « estuaires picards et de la mer d'Opale » sera ajoutée.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'étude écologique faune, flore et habitats par un inventaire des chauves-souris entre les mois d'avril à septembre, car ces mois correspondent à des périodes de déplacements importants et entre lesquelles s'intercale la saison estivale concernée par la chasse pour nourrir les juvéniles.</i></p>	<p>Les études écologiques réalisées ont déjà abordé ce point. Il n'y aura pas d'étude supplémentaire.</p>

	<p><i>L'autorité environnementale recommande :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • de décrire les mesures retenues pour aboutir à un projet de changement de zonage et à un projet de construction de moindre impact et de préciser les dispositions, existantes (au niveau du règlement le cas échéant) ou prévues, pour garantir la mise en œuvre effective de ces mesures ; • de justifier de l'impact résiduel de la mise en compatibilité au regard des mesures dont la mise en œuvre sera garantie ; • d'envisager des mesures de compensation et/ou d'accompagnement permettant d'inscrire le projet dans un objectif de zéro perte nette de biodiversité et de zéro artificialisation nette. 	<p>Les mesures permettant d'aboutir à un changement de zonage ont été décrites dans la notice explicative. Elles sont notamment justifiées par les études écologiques et de détermination de zone humide réalisées.</p> <p>Le projet n'étant pas au stade opérationnel, aucune mesure relative à la future construction n'a lieu d'être. Lors de la constitution du permis de construire en phase opérationnelle, le porteur de projet devra se conformer au règlement écrit de la zone UE ainsi qu'aux dispositions du règlement du PPRL.</p> <p>Le projet ne peut en aucun cas garantir zéro artificialisation nette ni perte de biodiversité dès lors qu'il s'agit d'une extension de bâtiment. Le fait qu'il s'agisse d'une extension limitée d'un bâtiment existant permet de limiter l'artificialisation et la perte de biodiversité. Les études environnementales réalisées permettent d'éviter les impacts sur les zones à enjeu. Des mesures complémentaires pourront éventuellement être prises en phase opérationnelle. Notons aussi que l'arrière de la parcelle B115 est concernée par des mesures de compensation depuis plusieurs années.</p>
	<p><i>L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 en ciblant les habitats et espèces d'intérêt communautaire qui justifient la désignation du ou des sites Natura 2000 pour l'ensemble des sites Natura 2000 situés dans un rayon de 20 kilomètre autour du projet.</i></p>	<p>L'analyse pourra être complétée par des données bibliographiques.</p>

	<i>L'autorité environnementale recommande de préciser les modalités d'intégration dans le PLUi, des mesures visant la réduction de l'exposition des constructions au risque de remontée de nappe ainsi que de réduction du risque d'inondation.</i>	<p>Le règlement écrit prévoit d'ores et déjà des recommandations relatives à la prise en compte des risques sur le territoire. En outre, le PPRL dispose d'un zonage et d'un règlement qui encadrent les possibilités d'occupation du sol.</p> <p>Le porteur de projet réalisera des études de sol en phase opérationnelle.</p>
	<i>L'autorité environnementale recommande de détailler les dispositions du PPRL opposables au projet et de justifier de la compatibilité du projet avec le règlement du PPRL.</i>	<p>Le PPRL constitue une servitude d'utilité publique, laquelle supprime les dispositions du règlement écrit du PLUi. Le projet est compatible et devra obligatoirement respecter le règlement du PPRL.</p>